

AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de services

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) : Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral n°13-2025-01-24-00003 en date du 24 janvier 2025

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : Direction Interdépartementale des routes de Méditerranée (DIRMED)

Point de contact : DIRMED / SG /ILCP

Adresse : 16 rue Antoine Zattara

Code postal : 13 003 Ville : Marseille

Pays (autre que France) :

Téléphone : 04 86 94 68 14

Courriel : cp.ilcp.sg.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHE

Objet du marché :

RN 94 – Mission de maîtrise d'œuvre relative aux études et travaux pour la reconstruction en lieu et place du pont de Fontaine Crétet

Type de marché de services : 12

Classification CPV

Objet principal : 71300000-1 Services d'ingénierie

Objet complémentaire : 71322300-4 Services de conception de ponts

Objet complémentaire : 71332000-4 Services d'ingénierie géotechnique

Objet complémentaire : 71313400-9 Étude d'impact sur l'environnement pour la construction

Lieu d'exécution : Montgenèvre (05)

L'avis implique : un marché public

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Mission de maîtrise d'œuvre relative aux études et travaux pour la reconstruction en lieu et place du pont de Fontaine Crétet situé sur la RN94 au PR166+838 au droit du franchissement de la Durance sur la RN94, la mise en place d'un pont provisoire et d'une paroi clouée en amont de l'existant

Part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage : 2 000 000 € valeur avril 2025 ;

Le marché comportera une tranche ferme et 2 tranches optionnelles en application des articles R.2113-4 à 6 du Code de la Commande Publique ;

Quantités :

Cf. Cadre de détail estimatif indicatif joint au DCE

Options :

* Possibilité de confier au titulaire du marché la réalisation de prestations similaires après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP;

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- * Origine du financement : Etat 100% ;
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisables ;
- * Les comptes seront réglés sous la forme d'acomptes et d'un solde ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule candidature en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

- * Il sera fait application des articles L2112-2 et 3 du Code de la Commande Publique, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (partie IV A 1).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- * La composition de l'équipe, répartition des tâches et compétences des différents intervenants
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP seront exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a)
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Le chiffre d'affaires global moyen annuel sur les 3 derniers exercices du titulaire de ce marché ne devra pas être inférieur à deux fois son offre H.T.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en

français. Ces documents seront complétés par l'expérience, les capacités professionnelles et les capacités techniques exigées ci-dessous pour les candidats n'utilisant pas le DUME.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A- Expérience

La présentation d'un dossier de références pertinentes, indiquant la nature de l'opération, l'identité du maître d'ouvrage, la mission de maîtrise d'œuvre et le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et la date de sa réalisation. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation de service envisagée ;

* Les certificats de qualifications OPQIBI :

- ◆ **1820** : Diagnostic d'ouvrages d'art
- ◆ **1818** : Ingénierie de ponts courants
- ◆ **1101** : Étude en terrassements courants
- ◆ **0331** : Direction de l'exécution des travaux
- ◆ **0701** : Étude de la biodiversité et des écosystèmes

* Pour les architectes, peuvent participer les architectes établis dans un Etat membre de l'Espace économique européen qui, selon les prescriptions réglementaires de leur Etat d'établissement, sont autorisés au jour de l'avis à porter le titre d'architecte, ou, si la dénomination professionnelle n'est pas régie par des dispositions particulières, les personnes physiques qui disposent d'un diplôme, certificat ou autre titre dont la reconnaissance est accordée conformément à la directive n° 85/384/CEE du Conseil du 10 juin 1985 ;

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de maîtrise d'œuvre attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

* L'indication des techniciens ou des organismes techniques responsables du contrôle de la qualité ;

* L'indication de mesures de gestion environnementale.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Le groupement candidat devra être constitué d'un bureau d'études, mandataire du groupement, et d'un architecte dont la qualité sera appréciée selon les conditions posées au B ci-avant. Cette compétence pourra aussi être intégrée au bureau d'études, toujours selon les conditions posées au B.

Le groupement candidat devra présenter :

- Une liste d'au moins 3 missions de Maîtrise d'Œuvre comprenant des études et des travaux, relatives à la réalisation d'ouvrages d'art (y compris les raccordements routiers hors ouvrage), dont le montant des travaux est supérieur à 1 000 000 €, sur les 5 dernières années.
- La fourniture des CV de l'équipe de maîtrise d'œuvre couvrant tous les champs techniques et administratifs pour la réalisation des missions avec au moins trois (3) ans d'expérience dans chaque domaine ;
- La personne en charge de la Direction technique des prestations devra disposer de sept (7) ans d'ancienneté minimum dans le domaine des ouvrages d'art et avoir participé à des études et des travaux liés aux missions citées ci-dessus.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé à des ateliers protégés.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le Règlement de Consultation article 4-2 et rappelés ci-dessous :

Critère d'attribution	Pondération
Le critère prix des prestations au regard du montant HT du Détail Estimatif Indicatif.	30 %
Le critère valeur technique au regard du mémoire justificatif et explicatif dont le contenu est décrit dans la liste des informations à l'article 3-2 du Règlement de la Consultation	60 %
Le critère valeur environnementale au regard de la note détaillée indiquant la stratégie s'agissant de la réduction de l'impact de son activité sur l'environnement dont le contenu est décrit dans la liste des informations à l'article 3-2 du Règlement de la Consultation	10 %

PROCÉDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des candidatures et des offres : **17/10/2025 à 22 h 00**

Date prévue pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre : so

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DIRMED-25-012

Récompenses et jury :

Une ou des primes seront attribuées : Non

Nombre et valeur des primes qui seront attribuées : sans objet

Détail des paiements à verser à tous les participants : sans objet

Autres informations :

* Unité monétaire utilisée, l'euro ;

* Les candidatures et les prestations seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;

* A titre indicatif, le démarrage de la mission est souhaité pour janvier 2026 ;

* Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;

* Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;

* Dans le cadre du présent besoin homogène de services, le titulaire de ce marché de maîtrise d'œuvre ne pourra pas participer à la consultation relative à la passation des autres marchés de maîtrise d'œuvre, en application du principe d'égalité de traitement des candidats ;

* Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;

* Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non

* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "**DIRMED-25-012**", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des prestations ou des candidatures :

- * L'heure de remise des candidatures et des prestations est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- * Si plusieurs transmissions des prestations sont successivement effectuées par un même candidat, seule est ouverte la dernière transmission reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des prestations.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".
- * Les prestations dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les prestations seront réputées n'avoir jamais été reçues
- * Les dossiers de candidatures seront transmis obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "**DIRMED-25-012**", le seront suivant les modalités précisées par celle-ci et dans les conditions suivantes :
 - Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
 - Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Marseille

Adresse : 22,24 rue Breteuil

Code postal : 13281

Ville : Marseille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0491134813 Télécopieur : 0491811387

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- * Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS A LA PUBLICATION : 02 / 09 / 2025

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 13

Départements de rappel : 04 05 06 83 84

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Services généraux des administrations publiques

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

75 - Services d'administration publique

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : 15 099 56 506